



Alain Bocquet à Hellemmes

« Nous ne pouvons être spectateurs de l'enterrement de l'industrie »

Invité à la fête de la section communiste d'Hellemmes, dimanche dernier, Alain Bocquet, président du groupe à l'Assemblée nationale, a évoqué la casse industrielle dans l'arrondissement de Lille sur un ton très offensif.

En dix ans, 35.000 emplois industriels ont disparu sur l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing. Les entreprises ferment une à une. Il y a eu Massey, Mossley, Lever, Stains, Selnor, Altadis... et aujourd'hui c'est Quebecor. Ca n'est plus possible ! Alain Bocquet exprime sa colère. Comment se fait-il que la fermeture de Quebecor se fasse en toute tranquillité? Les élus doivent prendre la dimension de l'enjeu autour de l'entreprise hellemmoise. Pas question de mettre un cataplasme, il faut entrer en résistance et gagner le rassemblement le plus large possible. Pour cela, le député communiste formule des propositions. Quebecor bénéficie d'aides européennes pour délocaliser en Belgique, il s'agit de "concurrence faussée" à l'intérieur de l'union ! En plus, les impôts des français contribuent largement aux finances européennes, nous devons demander des comptes. Les communistes vont déposer plainte auprès de la cour européenne de justice. Nous allons interpeller Pierre Mauroy, pour organiser une conférence sur l'avenir de l'emploi industriel sur la métropole. Réfléchir à la stratégie qu'il faut mettre en œuvre pour stopper l'hémorragie, et décider d'un plan de sauvegarde et de développement de l'emploi industriel. Tout le monde doit y participer, la région, le département, les élus, les syndicalistes de la CGT au Medef, la chambre de commerce. La région lilloise coule. Nous ne pouvons nous contenter de plans d'accompagnement social et assister à l'enterrement de l'industrie. Il nous faut maîtriser ces grandes multinationales, qui méprisent les salariés, les syndicalistes, les élus."

Mais que font les pouvoirs publics ?

Alain Bocquet insiste également sur la situation financière de la famille Peladeau, propriétaire de Quebecor. *760 millions d'euros de fortune et en plus ils osent demander l'argent des contribuables pour mettre des salariés dehors. Les aides publiques pour cette délocalisation vers Charleroi vont représenter quelque chose comme 20 % de l'investissement de Quebecor. C'est un véritable scandale. Alors on laisse partir ou on se bat ? Les communistes ont décidé de se battre ! De mettre cette Europe qui favorise le dumping social en face de ses responsabilités.* Et Michelle Demessine, sénatrice, élue à la ville de Lille d'insister *On ne peut plus supporter d'être baladés comme ça ! C'est une humiliation. Les délocalisations on n'en peut plus. C'est pour toutes ces raisons que les Français ont dit Non au traité de constitution européenne en mai 2005.* Jean Verschueren, délégué CGT de Quebecor interroge : *Mais que font les pouvoirs publics ? Qu'attendent-ils pour nous aider concrètement ? Les premiers tours des nouvelles rotatives à Charleroi auront lieu dans une petite quinzaine de jours ! Il est temps qu'ils se bougent. Heureusement qu'on ne les attend pas pour lutter.* Il rappelle qu'à ce jour, seuls les communistes ont réagi à leurs interpellations. *Nous avons contacté tous les groupes politiques à l'Assemblée, seuls les communistes nous ont répondu et ont immédiatement interpellé le Premier Ministre. Nous attendons la réponse. Quoi qu'il en soit le personnel de Quebecor va poursuivre ses actions en dehors de l'entreprise, et chercher les convergences de lutte avec d'autres boîtes. Notre combat, on va le gagner.*

Recueilli par IG

Mardi 28 novembre,
tous au siège du Medef

Après avoir recensé les entreprises en lutte et pris contact avec leurs représentants syndicaux, les Quebecor organisaient une rencontre dans les locaux de leur entreprise, vendredi dernier. Objectif trouver un moyen de faire converger les luttes. Ils étaient nombreux à avoir répondu à cet appel : salariés de Heliolys, Auchan englos, Orange, Sonoco, Stora Enso, La Redoute, Pennel et Flipo, la mairie de Lille, les Trois Suisses, des cheminots des ateliers d'Hellemmes, des étudiants de Lille III... De nombreuses autres entreprises s'étaient excusées : TAD productions, ex-Dewitte, Plasty, Cadence Innovation, Bosal... Ils étaient en lutte ce jour-là, assurant toutefois les Quebecor de leur souhait de participer aux initiatives proposées à l'issue de la réunion. La rencontre a permis à tous les participants d'échanger sur la situation de leur boîte. Parfois avec beaucoup d'émotion, comme pour les salariés de Stora. Le constat est sans appel. *On est tous dans la même galère, et y'en a marre que le jeudi ce soit les cheminots qui font grève, le lendemain, les postiers... On a besoin d'un tous ensemble, c'est indispensable sinon on va tous crever. On veut que nos enfants aient du boulot. Si on ne réagit pas maintenant c'est foutu.* Dans les interventions beaucoup de colère, mais aussi une vraie envie de se battre ensemble. *Chacun dans notre coin, ça ne sert à rien. Ils ne savent pas forcément comment s'y prendre, mais ils sont là pour décider d'initiatives convergentes. Et pour eux cette réunion "c'est le début de quelque chose.* Au final, trois décisions. D'abord sortir un tract commun à distribuer d'abord dans leurs propres entreprises puis plus largement. Ensuite, envisager de se revoir. Et enfin faire du 28 novembre une journée d'action commune. Un rassemblement est prévu dès 11h square Foch à Lille (rue Nationale), au siège du Medef.